

Discours de Jean-François Roubaud à Lyon le 3 décembre 2014

Chers amis entrepreneurs,

Si nous sommes réunis ce soir, c'est pour démontrer notre unité lorsqu'il s'agit de l'avenir de nos entreprises, quelles que soient leurs tailles.

Il ne sert à rien de chercher la division.

Quel dommage que ceux qui nous accusent de mal représenter les chefs d'entreprise ne soient pas là ce soir ! Ils verraient nos convictions, nos valeurs, notre proximité avec nos salariés, bien loin des clichés et des discours simplistes qu'ils véhiculent parfois.

Quel dommage qu'ils restent sourds à nos appels même lorsque - comme c'était le cas lundi à Paris et Toulouse - plus de 10 000 patrons de TPE/PME défilent dans les rues à l'appel de la CGPME, le MEDEF, mon cher Pierre, ayant clairement choisi une voie différente craignant des débordements qui, je te rassure, n'ont pas eu lieu... et un affrontement avec le gouvernement qui lui a bien lieu mais n'est pas de notre fait !

Le Ministre du Travail nous a demandé d'expliquer la politique du gouvernement.

Je vais quant à moi vous la résumer : 1 pas en avant, 2 pas en arrière et parfois 1 pas sur le côté ! Et je vous laisse deviner de quel côté

Alors oui, je le répète, nous sommes favorables au CICE,
Oui, il est bon d'engager une démarche de simplification administrative,
Oui, nous sommes comme tout le monde et nous aimons... les déclarations d'amour.
Oui, nous approuvons le Pacte de Responsabilité même si je l'ai, quant à moi, toujours dit pour les PME, nous ne sommes pas en capacité de prendre un quelconque engagement sur des créations d'emplois qui dépendent avant tout des carnets de commandes.

Est-ce qu'en disant cela nous faisons de la politique ? la réponse est non !

Par contre, si je comprends bien, nous faisons de la politique
- lorsque nous expliquons que le compte pénibilité est une usine à gaz ingérable pour nos entreprises,
- lorsque nous disons qu'une transmission réussie exige un minimum de confidentialité,
- lorsque nous soulignons l'absurdité d'une loi qui, de fait, interdit en France le travail à mi-temps,

Eh bien non ! Notre discours n'est ni politique, ni dogmatique. Juste pragmatique.

Pourquoi ne pas nous écouter lorsque l'on dit que certaines mesures ne sont tout simplement pas applicables dans nos entreprises ? Prétendre nous appliquer des mesures inapplicables n'a pas de sens. Nous n'en voulons pas car nous ne savons pas - et ne pouvons pas - faire.

Sur ces points, la voie du dialogue, il faut le reconnaître, a échoué. C'est pour cela que nous sommes réunis ce soir.

Ce ne sont pas des aides que nous demandons mais de la liberté. Qu'on nous laisse conquérir des marchés, embaucher, innover, former, exporter ! Est-ce trop demander ? Est-ce de la surenchère ?

Je veux rassurer ici Monsieur Macron, nous ne réclamons pas "*toujours plus*". Ce soir, au contraire, en votre nom, je veux réclamer moins de charges, moins d'impôt, moins de fiscalité locale, moins de taxes, un code du travail moins épais, et, sujet tabou, moins de fonctionnaires !

Nous avons, nous le savons tous, une vraie responsabilité vis-à-vis de nos salariés. Cette responsabilité nous en sommes conscients, comme nous sommes conscients des risques que nous prenons au quotidien pour développer et faire vivre nos entreprises.

Les Français, eux, ont compris qui nous sommes : ils aiment les PME !

Et ce n'est pas un hasard s'ils soutiennent notre mouvement : ils savent que leur avenir et celui de leurs enfants passent par les entreprises.

Le gouvernement doit maintenant nous entendre et lever ces blocages qui entravent l'économie française et coûtent si cher en matière d'emploi. Nous sommes prêts à relever le défi ... si on nous en laisse la possibilité.

Voilà ce que nous demandons ce soir !